L'Irak et la stratégie pétrolière américaine

Paul Sindic



Nous publions des extraits d'une étude de P. Syndic sur la stratégie pétrolière américaine et l'Irak*. Cette stratégie comme le souligne P. Syndic s'étend, aujourd'hui à l'Amérique Latine, grand fournisseur des USA et prometteuse en matière de nouveaux gisements (Brésil). L'évolution politique de cette région inquiète Washington, surtout depuis les derniers changements survenus, à leur tête, comme en Equateur, producteur modeste mais présent (21 millions de tonnes en 2001). Ces nouveaux développements font suite à l'intervention directe en Asie Centrale, autre région prometteuse qui amène les USA à promouvoir pour ces gisements des liaisons « sûres » c'est-à-dire à travers des pays qu'ils espèrent continuer à contrôler. Il en est ainsi de l'oléoduc projeté de la Caspienne à la méditerranée à travers la Turquie auquel les Russes ont fini par participer en concurrence avec leur propre oléoduc de la Caspienne à la Mer Noire ou du gazoduc du Turkménistan à la Mer d'Oman et à l'Océan Indien en passant par l'Afghanistan et le Pakistan. Enfin, il est probable que les USA espèrent aussi en s'implantant en Irak, quitte à octroyer quelques millions de barils jours aux plus méritants, reprendre le contrôle d'une OPEP affaiblie et redevenue docile. Le prix de 25/28 dollars le baril souhaité par l'OPEP et sur lequel un consensus semblait s'être réalisé pendant la période de croissance économique paraît aujourd'hui poser problème à une économie américaine en stagnation.

La prospective pétrolière planétaire et son évolution

L'événement décisif pour la prospective pétrolière n'est pas « la fin du pétrole » qui n'est pas encore à l'ordre du jour, mais le moment où la courbe de l'offre planétaire de pétrole va décrocher de la demande.

Chacun peut comprendre aisément l'importance de ce décrochage et celle d'une appréciation correcte de sa date, puisque, si l'événement n'a pas été convenablement anticipé, avec le développement suffisamment à l'avance de ressources énergétiques et de technologies alternatives, on peut aboutir à une pénurie physique de pétrole, à un affrontement international sur l'accès à ces ressources, à un envol incontrôlé et incontrôlable des prix débouchant sur des situations de chaos économique, social et politique de grande envergure.

Jusqu'à il y a quelques années, l'appréciation dominante de cette date, jamais évoquée d'ailleurs dans les medias, était américaine, la situant vers 2040 ou au delà. Depuis, une contestation vigoureuse des thèses américaines a été engagée par un ensemble d'experts européens, conduits notamment par MM. C. Campbell et J. Laherrére, qui ont critiqué à juste titre les concepts et les méthodes d'évaluation américaines. Cet ensemble d'experts estime que la période de décrochage pourrait se situer entre 2015 et 2020, même avec des estimations « plancher » de l'évolution de la demande pétrolière, autant dire demain à l'échelle des calendriers propres aux activités pétrolières. Sans entrer dans le détail de leur argumentation technique (pour les spécialistes intéressés, consulter notamment le site de J. Laherrére (http://www.oilcrisis.com/laherrere/), on peut dire que celle-ci comporte un certain nombre d'éléments solides (à base d'informations à dominante géologique ou technologies de production).

Les prévisions américaines (2040) sont en fait contredites par l'effondrement depuis 1965 du rythme moyen des découvertes pétrolières (nombre et importance) estimées en réserves « techniques » ou « moyennes » (réserves prouvées +probables), beaucoup plus proches de la réalité que les réserves « prouvées » US, la baisse constante depuis 1980 du montant planétaire global de ces réserves « moyennes » (à l'inverse des réserves « prouvées » qui continuaient, elles, à augmenter), le fait que tous les bassins pétroliers sont désormais connus et répertoriés, pour le pétrole « classique » comme pour le pétrole « non-conventionnel » (non productible par les méthodes habituelles).

C'est ainsi qu'un Rapport officiel français sur l'énergie (« Energie 2010-2020, les chemins d'une croissance sobre », rapporteur P. Boisson) évoque ce décrochage comme possible à partir de 2020, les prévisions récentes

*. Le texte intégral est disponible sur le site de la commission économie du PCF : www.pcf.fr/economie.

de BP et TotalfinaElf le situent aussi comme possible dans la période 2010-2020.

Par ailleurs, pour le gaz, dont la date de décrochage offre-demande est plus éloignée, mais pourrait être rapprochée par des impératifs « effet de serre » (énergie moins émettrice de CO2) ou la nécessité d'élaborer des hydrocarbures liquides synthétiques à partir du gaz pour remplacer un pétrole défaillant, l'événement intéressant est le fait que les USA, plus gros consommateur mondial, paraissent, là aussi, avoir révisé récemment l'estimation optimiste qu'ils faisaient jusqu'ici de leurs propres réserves.

Ce paysage global, et notamment la prospective pour les deux décennies à venir, induisent d'ores et déjà, à mon sens, les conséquences stratégiques suivantes :

– une augmentation nette dans la durée du prix des hydrocarbures, quelles que puissent être les fluctuations conjoncturelles : pour le pétrole, du fait de l'anticipation de la phase de déclin, de la nécessité d'investir des sommes très importantes dans des méthodes d'exploitation plus sophistiquées, dans de nouveaux gisements, de commencer à mettre en valeur le pétrole non-conventionnel d'un coût d'exploitation nettement plus élevé ; pour le gaz, du fait de l'apparition des USA sur le marché mondial comme un gros importateur et de la nécessité de mobiliser des gisements nettement plus éloignés des principales régions de consommation,

– une stratégie pétrolière des USA encore plus hégémonique et agressive, du fait de la nécessité jugée absolue par ce pays de s'assurer, sur la longue durée, un contrôle économique et politique étroit des régions pétrolières appelées à garantir ses énormes besoins d'approvisionnement en pétrole et en gaz, même en cas de déclin planétaire global de l'offre, en reportant les efforts de rationnement éventuels sur les autres pays, si nécessaire.

La volonté d'installer à tout prix un régime pro-américain en Irak et permettre ainsi l'entrée en force des compagnies américaines dans un pays pétrolier dont elles étaient écartées depuis 1970 et dont les réserves pourraient dépasser les 2/3 des réserves saoudiennes, de même qu'un contrôle renforcé de l'ensemble du Moyen-Orient pétrolier dont les peuples sont de plus en plus anti-américains, découlent selon nous largement de cette prospective pétrolière globale. On peut y ajouter la volonté mal dissimulée de se débarrasser du régime nationaliste de Chavez au Venezuela, celle d'une pénétration accrue dans l'Afrique de l'ouest pétrolière, dans le bassin de la Caspienne, la pression sur l'Algérie, appelée à s'insérer dans un Accord de libre-échange spécifique avec les USA, pour qu'elle accroisse ses capacités de production, etc.

La situation pétrolière de l'Irak et ses potentialités de production d'hydrocarbures

Niveau de production et réserves pétrolières

Au point de vue production pétrolière, l'Irak paraît avoir quasiment restauré en 2001 ses capacités de production à un niveau relativement proche de celui de sa production juste avant la guerre du Golfe, avec notamment un rythme d'environ 147 millions de tonnes/an produites en avril 2001, tous produits liquides confondus, contre une production effective de 150 millions de tonnes en 1990 – source « Departement of energy » US (DOE). Mais cette production fluctue en fonction d'aléas de commercialisation relativement importants (au total baisse de la production de pétrole proprement dit de 128.6 millions de T. en 2000 à 118 millions de T. en 2001 – source statistiques BP).

Du point de vue des réserves de pétrole, l'estimation des réserves selon le critère US des réserves « prouvées » atteint 15 milliards de T. fin 2001 (estimations BP et DOE), soit 40 % des réserves « prouvées » saoudiennes. Au point de vue classement des pays pétroliers selon l'importance de leurs réserves « prouvées », l'Irak se situe au deuxième rang mondial derrière l'Arabie saoudite avec 10.7 % des réserves mondiales contre 25 % à cette dernière (rappel UAE : 9,3 %, Koweït : 9,2 %, Venezuela : 7.4 %, Iran 6,2 %, Russie 4.6 %). Il faut y ajouter les réserves probables et possibles : 29 milliards de T., selon le DOE. Celui-ci estime même que celles-ci pourraient être beaucoup plus importantes, le pays étant resté relativement sous-exploré depuis 1970. C'est également l'avis de nombre d'experts, certains parlant même de réserves réelles comparables à celles de l'Arabie saoudite. Si l'on est prudent et si l'on s'en tient à la fourchette basse de ces évaluations, on peut parler de réserves réelles équivalentes aux 2/3 de celles de l'Arabie saoudite.

Ces évaluations placent en tout cas ces deux pays dans une situation exceptionnelle, très au-delà des autres pays pétroliers, et confirment leur importance géostratégique pour les classes dirigeantes occidentales, et, bien entendu en premier lieu, pour la classe dirigeante US.

Par ailleurs, selon le DOE, l'Irak envisage de porter sa production à 300 millions de T/an après la levée des sanctions ONU. D'après une déclaration du ministre du pétrole irakien en août 2001, une production de 500 millions de T serait envisagée à terme.

Or, ce sont bien les capacités de production à moyen terme et au cours des prochaines décennies qui sont décisives au point de vue géostratégie pétrolière.

Réserves gazières

Avec 3 100 milliards de m3 de réserves prouvées, l'Irak détient des réserves gazières non négligeables, mais d'importance nettement moindre que ses réserves pétrolières. Elles représentent 2 % des réserves « prouvées » mondiales dans un panorama global où deux zones géographiques dominent : Ex-URSS, 36 % des réserves, dont Russie 30 % et Moyen-Orient, 36 % également.

Il s'agit de surcroît à 70 % de gaz associé dont le niveau de production dépend de celui des gisements de pétrole correspondants.

Dans un panorama d'ensemble de réserves gazières moyen-orientales actuellement sous-exploitées (rapport prix actuel/ coût technique insuffisant du fait de l'éloignement des marchés), il n'existe pas actuellement d'exportations gazières irakiennes et la production était de l'ordre de 3 milliards de m3/an en 1999 (20 milliards de m3/an produits en 1979). Toutefois, l'Irak prétend être capable de produire 16 milliards de m3/an deux ans après la levée des sanctions et 120 milliards de m3/an dix ans après (source DOE).

Commercialisation du pétrole irakien

Rappelons les principales caractéristiques de cette commercialisation. Elle est en principe, comme l'utilisation des recettes d'exportation, totalement sous contrôle international de l'ONU. Celles-ci sont prioritairement réservées à l'achat de produits humanitaires de première nécessité pour le peuple irakien (pétrole contre nourri-

	1997	1998	1999	2000	2001
Consommation d'énergie primaire					(millions de tonnes d'équivalent pétrole)
Combustibles solides	540,9	546,0	546,3	565,3	555,7
Produits pétroliers	848,0	863,8	888,9	897,6	895,6
Gaz naturel	567,8	552,8	559,6	582,4	554,6
Electricité primaire	230,9	233,4	245,1	242,0	231,5
Total	**2 187,6**	**2 196,0**	**2 239,9**	**2 287,3**	**2 237,4**
					Source : BP Statistical Review of World Energy
Production d'hydrocarbures					(milliers de tonnes)
Pétrole brut et condensats	315 898	310 627	291 972	288 234	288 383
Liquides de gaz naturel	65 691	65 268	66 253	71 227	73 045
Total	**381 589**	**375 895**	**358 225**	**359 461**	**361 428**
Gaz naturel (10^6 m^3)	535 240	529 750	527 300	540 920	547 800
Importations de pétrole brut					(millions de tonnes)
Total général	**415 379**	**439 200**	**439 407**	**456 216**	**460 005**
dont : OPEP	*191 778*	*211 218*	*213 005*	*229 066*	*2411 57*
					Pétrole 2001 : gisements statégiques du CPDP

ture), au remboursement des dommages supportés par le Koweït, au coût de fonctionnement des organismes de contrôle de l'ONU.

Face à ces contraintes, le gouvernement irakien s'est efforcé par divers moyens de développer des voies clandestines d'exportation, lui permettant de récupérer des recettes en devises hors contrôle de l'ONU.

Par ailleurs, la commercialisation s'opère via des firmes internationales de négoce. Les unes sont russes (9 citées par le DOE), mais aussi italiennes, françaises, malaisiennes, chinoises, etc. Celles-ci les revendent ensuite aux grandes firmes pétrolières internationales, y compris américaines. Le DOE estime que 40 millions de tonnes de pétrole irakien ont été ainsi livrés aux USA en 2001.

La politique pétrolière actuelle du gouvernement irakien

Nous avons vu que bien avant la guerre du Golfe, l'Irak avait commencé à pratiquer une politique de partenariat avec des sociétés pétrolières étrangères. Depuis l'instauration de l'embargo, il a poursuivi cette politique, mais en signant essentiellement des accords sous condition suspensive selon lesquels les sociétés pétrolières partenaires concernées s'engageaient à travailler sur des zones de prospection ou sur des gisements donnés dès que des conditions normales d'activité seraient réunies, sous-entendu la levée de l'embargo. D'après le DOE, il semble que bon nombre de sociétés pétrolières aient signé des accords de ce type ou soient en discussion pour le faire. Sociétés pétrolières russes (notamment Lukoil) et chinoises, les sociétés pétrolières nationales malaise, turque, indienne, algérienne, mais aussi sociétés européennes (Total Fina Elf sur Majnoon, Agip, Shell, etc.), canadiennes, japonaises.

L'évolution des relations américano-saoudiennes

Quelle que soit l'importance des intérêts de classe qui continuent à unir les classes dirigeantes des deux pays, cette situation politique interne pèse sur les dirigeants saoudiens et sur leurs positions en politique étrangère, bien qu'aucune opposition politique n'y ait droit de cité.

L'évolution est très nette depuis la guerre du Golfe. Plus question de s'intégrer dans une coalition anti-irakienne, de servir de base avancée au commandement américain pour attaquer l'Irak. L'Arabie saoudite refuse désormais de peser à la baisse sur le prix du pétrole (économiquement, elle aurait d'ailleurs désormais du mal à la supporter) et respecte la discipline de l'OPEP autour d'un prix à 25 $. La partialité américaine dans le conflit israélo-palestinien est ouvertement critiquée. Les dirigeants saoudiens partagent avec d'autres dirigeants arabes (voir les dernières déclarations de H. Moubarak très claires à ce propos) la conviction que le cumul du refus américain d'imposer à Israël un règlement acceptable du conflit israélo-palestinien et d'une attaque unilatérale contre l'Irak pourrait déclencher une vague de colère populaire susceptible d'emporter leurs régimes. Le plan arabe de règlement du conflit israélo-palestinien patronné par les dirigeants saoudiens et adopté à Beyrouth, qui constituait une avancée réelle, n'a guère été pris en considération par Washington.

Que va-t-il se passer maintenant ?

Il est difficile de répondre à cette question. Sur la seule base des informations médiatiques dont nous disposons, la situation comporte encore trop d'inconnues et de facteurs rétroagissant les uns sur les autres pour que l'on puisse sérieusement prévoir le cours des événements à venir. L'analyse des différents scénarios envisageables montre en tout cas que la menace de guerre reste très forte, avec ses conséquences désastreuses pour le peuple irakien et des aggravations imprévisibles de la situation internationale. La lutte contre cette guerre doit donc demeurer, nationalement et internationalement, un impératif politique majeur et c'est à juste titre que le FSE de Florence l'avait inscrite dans ses priorités. n